

**Avis n° 02-1086 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 26 novembre 2002 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002146 relative à l'évolution des tarifs des forfaits " France Pro/PME "**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue 31 octobre 2002 ;

Après en avoir délibéré le 26 novembre 2002,

**I. Objet de la décision tarifaire**

L'offre forfaits " France Pro/PME " s'adresse aux clients titulaires d'un Contrat Professionnel, d'un Contrat Professionnel Présence ou d'un Contrat Professionnel Numéris. Elle peut s'appliquer à un ensemble de lignes analogiques ou de canaux B.

Elle est commercialisée par France Télécom en métropole et dans les départements de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane.

Cette offre est composée d'un ensemble de forfaits portant sur les communications locales, de voisinage et nationales de grande distance. Ces forfaits sont utilisables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Au-delà du forfait, le prix de ces communications fait l'objet d'une tarification spécifique.

Les prix des communications vers les mobiles, des communications internationales, des communications entre la métropole et les départements d'outre-mer ou entre les départements d'outre-mer sont facturés selon les tarifs de l'offre " Option Plus (marché Professionnels) ".

Les autres communications sont soumises à la tarification générale.

Actuellement l'offre " Forfait France Pro/PME " est composée de 11 forfaits allant de 5 à 210 heures par mois.

Par la présente décision tarifaire, France Télécom souhaite :

- abaisser le tarif des forfaits existants,
- augmenter le temps de communication offert des forfaits supérieurs à 15 heures,
- créer un forfait de 185 heures.

Les évolutions figurent dans le tableau ci-après :

Forfaits "France Pro/PME" : gamme actuelle													
Nombre d'heures du forfait		5 h	8 h	10 h	15 h	25 h	35 h	45 h	70 h	110 h	140 h		210 h
Forfait mensuel	€ HT	13,5	19,5	24,0	35,0	58,0	81,0	103,0	159,0	249,0	316,0		472,0

Forfaits "France Pro/PME" : nouvelle gamme prévue													
Nombre d'heures du forfait		5 h	8 h	10 h	15 h	27 h	38 h	49 h	75 h	120 h	155 h	185 h	230 h
Forfait mensuel	€ HT	12,5	18,0	22,0	32,0	55,0	77,0	98,0	149,0	238,0	304,0	363,0	450,0

## II. Analyse de l'Autorité

L'Autorité a examiné l'incidence que peuvent avoir les dispositions prévues dans la présente décision tarifaire sur le contexte concurrentiel du marché concerné.

Elle constate que, si les clients de l'offre forfaits " France Pro/PME " continuent de consommer leurs forfaits dans des proportions identiques, ces mesures conduiront à des baisses du prix par minute des communications comprises entre 7,4 % et 13,1 %.

Elle a vérifié dans quelle mesure les niveaux tarifaires découlant de ces propositions s'avèrent compatibles avec les coûts d'un opérateur alternatif, jugé efficace, qui souhaiterait proposer des offres comparables à celles concernées par la présente décision, tout en ayant recours au service d'interconnexion de France Télécom.

Elle rappelle qu'un certain nombre d'offres particulières, actuellement commercialisées par France Télécom, sont basées sur les forfaits " France Pro/PME ". Il s'agit de :

- l'offre forfaits " France Pro/PME " au " Créateurs d'entreprises " ;
- l'offre forfaits " France Pro/PME " au " Nouveaux emménagés " ;
- l'offre promotionnelle sur le forfait " France Pro/PME ", mentionnée à la rubrique M.200 du catalogue des prix de France Télécom, et prévue entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre 2002.

Les nouveaux forfaits proposés dans la présente décision tarifaire ont donc été examinés en considérant également leur impact au travers de la commercialisation de ces offres.

L'Autorité a tenu compte notamment de l'évolution, en 2003, des conditions économiques qui caractériseront les coûts d'un opérateur alternatif.

Elle considère que, dans ces circonstances, les dispositions contenues dans la présente décision tarifaire conduisent à des niveaux de recettes compatibles avec les coûts supportés par un opérateur tiers pour commercialiser des offres comparables.

## III. Conclusion

L'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2002146 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2002

Le Président

Jean-Michel Hubert